

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N°782 / Mars 2024

TENDANCES CONJONCTURELLES¹

4^E TRIMESTRE 2023

Le climat des affaires demeure défavorable malgré quelques signes d'amélioration

Rebond de l'ICA au 4^e trimestre

L'indicateur du climat des affaires (ICA) gagne 3,4 points au 4^e trimestre 2023, pour atteindre 94,1 points. Malgré cette légère hausse, le climat des affaires demeure dégradé, s'inscrivant pour le 3^e trimestre consécutif en dessous de sa moyenne de longue période.

Les perspectives d'activité pour le début de l'année 2024 restent moroses pour les chefs d'entreprises répondant à l'enquête de l'IEDOM. Les principales préoccupations de ces derniers concernent les délais de paiement et l'alourdissement des charges, qui pèsent sur leur trésorerie.

Le nombre de défaillances d'entreprises cumulées sur un an (63) est en hausse de 8,6 % par rapport au trimestre précédent. Cependant, ce nombre est stable en glissement annuel. Les chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM sont également plus nombreux (16,9 % d'entre eux) à craindre une défaillance de leur entreprise sur un an, soit 2 points de plus qu'au trimestre précédent.

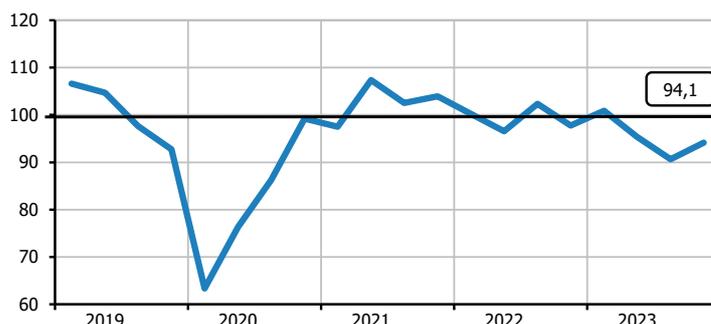
Malgré ces signaux négatifs, les créations d'entreprises connaissent un bon dynamisme au dernier trimestre de 2023. La tendance est positive sur le trimestre (+5,8 %) et sur un an (+20,3 %). Cette dynamique est particulièrement marquée pour les créations de microentreprises : +25,2 % sur un an.

Nouvelle hausse des prix en fin d'année 2023

L'indice des prix à la consommation (IPC) de la Guyane s'inscrit en hausse pour le 4^e trimestre consécutif. Il est en hausse de 1,3 % sur trois mois et de 3,3 % sur un an. En France, l'IPC augmente de 0,1 % sur le trimestre et de 3,7 % sur un an.

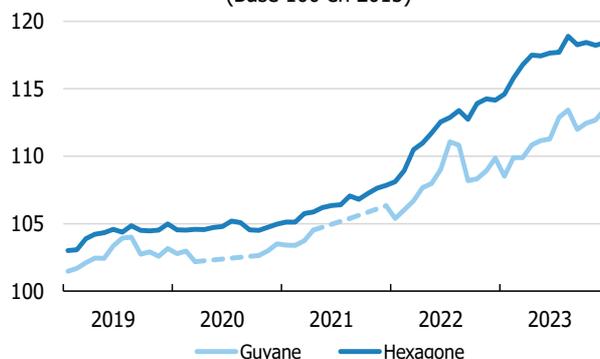
La plupart des postes de l'IPC progressent ce trimestre, principalement les prix des services (+2,3 %). La hausse des prix de l'alimentation et des produits manufacturés est plus modérée : +1,1 % et +0,4 % respectivement. A contrario, les prix de l'énergie enregistrent une légère baisse de 0,6 %.

Indicateur du climat des affaires en Guyane
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Évolution de l'IPC
(Base 100 en 2015)



Source : Insee, données mensuelles, IPC hors tabac. Les données manquantes sont en pointillés.

¹ Les données sont désaisonnalisées, sauf celles relatives aux évolutions des encours bancaires et sauf indications contraires.

En glissement annuel tous les postes progressent, notamment ceux de l'alimentation et ceux de l'énergie (+8,8 % et 7,3 % respectivement).

Hausse de la demande d'emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A (DEFM A) progresse de 4 % au 4^e trimestre 2023. En glissement annuel, les DEFM A sont également plus nombreux (+5 %). Le nombre de demandeurs d'emploi de cette catégorie inscrits à France Travail² s'établit à 21 050 personnes en moyenne sur le trimestre.

Parmi les femmes, représentant 60,3 % des DEFM A, le nombre de demandeurs est en hausse de 4,6 % (contre +3,1 % chez les hommes).

Cependant, les demandeurs d'emploi des catégories A, B, et C de longue durée (depuis plus d'un an) sont moins nombreux qu'au trimestre précédent (-3,2 % en moyenne).

D'autre part, les entreprises enquêtées par l'IEDOM font part d'une augmentation de leurs effectifs au 4^e trimestre. Leurs prévisions signalent cependant une contraction de ces derniers pour le début de l'année 2024.

La consommation des ménages est dynamique malgré l'inflation

La consommation des ménages est en hausse, malgré le contexte inflationniste. Au 4^e trimestre 2023, le volume des importations de biens de consommation progresse de 6 %. Leur valeur progresse également : +2,4 %. Dans le détail, le volume des importations de biens de consommation non durables est en hausse de 6,9 %, alors que celle des importations de biens de consommation durables décroît de 3,9 %.

Sur le marché des voitures, malgré une baisse de 17,2 % de la valeur des importations, leurs immatriculations sont en hausse de 14,2 % sur trois mois. Les crédits à la consommation, principalement utilisés pour les achats de voitures, progressent également : +1,1 % au 4^e trimestre et +8,3 % en glissement annuel.

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages s'améliorent également au 4^e trimestre. Le nombre de dossiers de surendettement déposés à l'IEDOM diminue de 26,5 % sur trois mois et de 7,4 % en glissement annuel. Néanmoins, cette baisse est précédée d'une croissance exceptionnelle des dépôts de dossiers au 3^e trimestre (+33,3 %). En cumul annuel, les dépôts sont en hausse de 13 % en 2023. D'autre part, le nombre de personnes physiques interdites bancaires et les retraits de cartes bancaires sont en retrait (-1,4 % et -11,3 % respectivement sur le trimestre et -8,1 % et -33,3 % sur un an).

Les investissements des entreprises en légère hausse

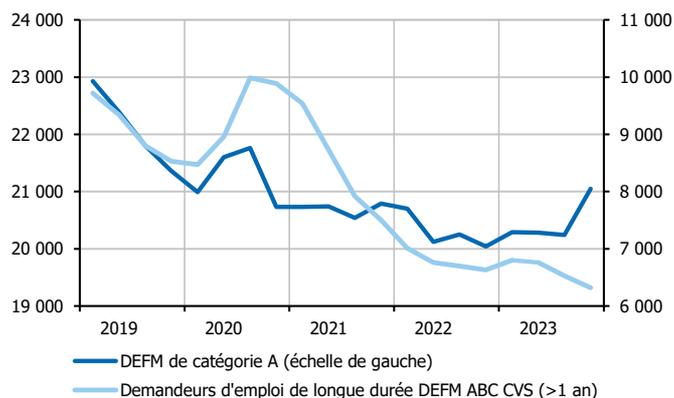
Les importations de biens d'investissement varient peu sur les trois derniers mois de 2023. Elles sont relativement stables en valeur (+0,6 %) et en volume (-0,1 %), contre des hausses respectives de 1,9 % et 13,6 % au trimestre précédent. Néanmoins, elles progressent sur un an : +2,1 % en valeur et +23,3 % en volume.

Corroborant cette tendance, le solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement des entreprises est stable pour le 2^e trimestre consécutif. Il se situe au niveau de sa moyenne de longue période.

Comme pour les véhicules de tourisme, le nombre d'immatriculations d'utilitaires progresse de 26,8 % sur le trimestre.

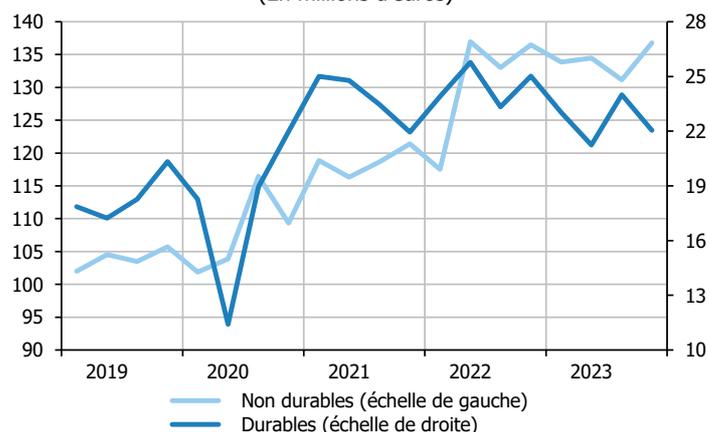
Les encours bancaires de crédits d'investissement aux entreprises progressent sensiblement sur trois mois (+11,7 %) ; en glissement annuel, leur hausse est de 14,9 %.

Demandeurs d'emploi en fin de mois et de longue durée



Moyennes trimestrielles, Sources : France Travail, Acoss, CVS-CJO

Importations de biens de consommation
(En millions d'euros)



Sources : Douanes, CVS-CJO IEDOM

² France Travail remplace Pôle emploi depuis le 1^{er} janvier 2024.

Finalement, au 4^e trimestre, les indicateurs de vulnérabilité des entreprises sont contrastés. Le nombre d'impayés sur effets est en hausse (+30,9 %), alors que leur montant est en baisse de 29,7 % par rapport au 3^e trimestre. Par ailleurs, le nombre de personnes morales interdites bancaires reste stable (-0,2 %).

Les importations continuent de progresser

Les importations totales progressent de 10,1 % au 4^e trimestre. Sur un an, la hausse est plus modérée : +3,3 %.

Les importations d'énergie sont celles marquant la plus forte hausse (+94 %), suivies des biens de consommation non durables (+4,3 %). Alors que les importations de biens d'investissement sont stables (+0,6 %), celles de biens intermédiaires et de biens de consommation durables diminuent (-5,1 % et -8,1 % respectivement).

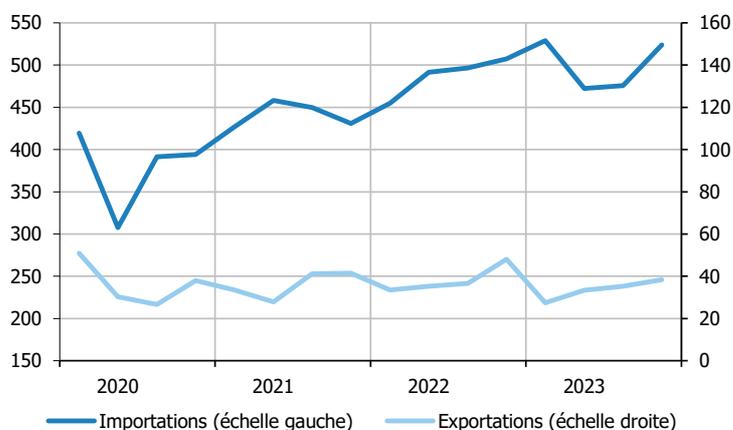
En volume, la hausse globale des importations s'établit à 15,1 % au 4^e trimestre (+28,7 % sur un an). Cette progression est portée par l'énergie (+90,9 % sur 3 mois) et les biens de consommation non durables (+6,9 %).

Sur le trimestre, les exportations progressent quant à elles de 9 % en valeur malgré une légère baisse de 2 % de leur volume.

Les exportations de produits de l'or et de biens de consommation (respectivement +18,7 % et +16,5 % en valeur) progressent significativement par rapport au 3^e trimestre ; les exportations de bois sont également en hausse (+6,8 %). Néanmoins, les exportations de produits agricoles, sylvicoles et de la pêche et de biens d'équipement enregistrent des baisses respectives de 45,3 % et 4,8 %.

Importations et exportations totales

(en millions d'€)



Sources : Douanes, CVS-CJO IEDOM

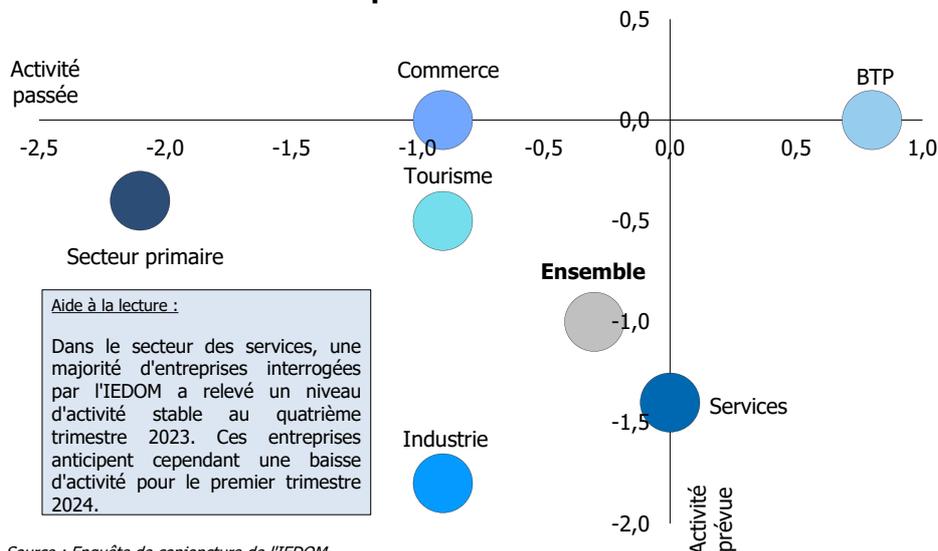
Des situations sectorielles globalement dégradées

En fin d'année 2023, la plupart des secteurs présentent des niveaux d'activité dégradés. Les prévisions pour le début d'année 2024 sont également mal orientées.

Le secteur du BTP est le seul à afficher un solde d'opinion relatif à son activité passée positif au 4^e trimestre 2023. L'activité des services est stable alors que les autres secteurs enregistrent une dégradation de leur activité.

Au début de l'année 2024, selon les ressentis des chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM, la plupart des secteurs devraient voir leur situation se détériorer, à l'exception du commerce et du BTP, pour lesquels l'activité resterait stable. Toutefois, les professionnels du BTP interrogés par l'IEDOM sont inquiets sur leurs perspectives d'activité à moyen terme.

Soldes d'opinion de l'activité passée et prévue par secteur au quatrième trimestre 2023



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Focus du trimestre : le tourisme peine à retrouver son niveau d'avant Covid

Selon les professionnels du secteur du tourisme enquêtés par l'IEDOM, l'activité se contracte pour le 2^e trimestre consécutif après deux ans de croissance post-Covid. En lien avec l'inflation, les charges s'alourdissent particulièrement dans le secteur, obligeant les entreprises à augmenter leurs prix de vente et détériorant par ailleurs leurs trésoreries. Le secteur est également de plus en plus confronté à la concurrence du secteur informel et celle provenant des plateformes de location d'hébergements de particuliers. Le manque de main-d'œuvre qualifiée restreint par ailleurs le potentiel de développement du secteur. Point positif, les professionnels du tourisme sont nombreux à prévoir d'investir sur le territoire en 2024.

Par ailleurs, le trafic de passagers à l'aéroport Félix Éboué diminue au 4^e trimestre (-9,2 %), tout comme le nombre de vols, qui décroît de 11,4 %. Après avoir atteint des niveaux proches de ceux de l'avant crise sanitaire à fin 2022 (-2,9 %), le nombre de passagers régresse de 6,8 % sur l'année 2023. En effet, la liquidation judiciaire d'Air Guyane au mois d'août 2023, qui assurait les liaisons intérieures avec les aérodromes de la Guyane, a pesé sur le trafic aérien. La disparition d'Air Guyane n'a été comblée que partiellement dans un premier temps, avant que la compagnie Guyane Fly ne prenne le relais mi-décembre. Cette reprise, ainsi qu'une nouvelle desserte vers la Martinique depuis janvier, devraient faire rebondir le nombre de passagers en 2024.

Finalement, le nombre de nuitées enregistrées reste en baisse sensible sur trois mois (-25,1 %). Le niveau est en dessous de celui qui prévalait avant la crise sanitaire (-9 % par rapport à fin 2019). De plus, parmi les destinations du bassin « Antilles-Guyane », la Guyane est la seule à avoir un taux d'occupation des hébergements locatifs en retrait en 2023. Le taux d'occupation pour l'ensemble des destinations ultramarines est stable par rapport à 2022 et supérieur à 2019 (+5 points). En Guyane il est en baisse de 5 points par rapport à 2022 et de 15 points par rapport à 2019.

La conjoncture internationale et régionale

LA CROISSANCE MONDIALE SE STABILISE ALORS QUE L'INFLATION REULE TOUT EN DOUCEUR

Selon les estimations publiées par le FMI en janvier 2024, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 3,1 % en 2023, soit une révision à la hausse de 0,1 point par rapport aux prévisions du mois d'octobre. La croissance mondiale devrait rester inchangée en 2024 et se maintenir à 3,1 %. Malgré le niveau élevé des taux directeurs appliqués par les banques centrales pour lutter contre l'inflation et le retrait de dispositifs budgétaires dans un contexte de fort endettement, l'économie mondiale s'avère résiliente et l'inflation recule plus vite que prévu. En effet, après avoir atteint 6,9 % en 2023, l'inflation mondiale devrait s'établir à 5,8 % en 2024 et à 4,4 % en 2025.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 0,8 % au 4^e trimestre 2023, en rythme trimestriel, après une augmentation de 1,2 % au trimestre précédent. Les dépenses publiques et privées ont contribué à cette dynamique. Sur l'ensemble de l'année 2023, le PIB a progressé de 2,5 % selon le FMI, soit une révision à la hausse de 0,4 point par rapport aux prévisions d'octobre. La croissance devrait ensuite ralentir en passant à 2,1 % en 2024, puis à 1,7 % en 2025, à cause des effets décalés du resserrement de la politique monétaire, du rééquilibrage progressif des finances publiques et de l'atténuation des pénuries de main-d'œuvre.

Dans la zone euro, le PIB est resté stable au 4^e trimestre, alors qu'il avait enregistré une baisse de 0,1 % au trimestre précédent. Cette évolution cache des disparités entre les pays de la zone puisque le Portugal et l'Espagne enregistrent des hausses trimestrielles importantes (+0,8 % et +0,6 %) à l'inverse de l'Irlande et de l'Allemagne qui ont vu leur PIB se contracter (-0,7 % et -0,3 %). Fin décembre, l'inflation s'est établie à 2,9 % contre 2,4 % en novembre. Sur l'ensemble de l'année, la croissance de la zone a été de 0,5 % selon le FMI. En 2024, elle pourrait s'établir à 0,9 % soit une révision à la hausse de 0,3 point par rapport aux prévisions d'octobre, grâce à l'augmentation du revenu disponible réel.

En France, le PIB est stable au 4^e trimestre selon l'Insee. L'investissement des entreprises et la consommation des ménages ont ralenti (-0,7 % et -0,1 %) alors que le commerce extérieur marque un rebond qui contribue positivement à la croissance (+1,2 point). En effet, les importations diminuent fortement (-3,1 %), tandis que les exportations restent quasi stables (-0,1 %). Sur l'ensemble de l'année, le PIB a augmenté de 0,9 % selon l'Insee.

Au Japon, le PIB enregistre un modeste rebond de 0,2 % au 4^e trimestre, soutenu par la consommation des ménages et la reprise du tourisme international dans le pays. Sur l'ensemble de l'année, la croissance nipponne s'établit à 1,9 % selon le FMI, mais devrait ralentir et progresser de 0,9 % en 2024.

Enfin, les pays émergents et en développement ont vu leur PIB croître de 4,1 % en 2023. L'activité serait plus particulièrement dynamique en Inde (+6,7 %) et en Chine (+5,2 %) et dans une moindre mesure au Mexique (+3,4 %), au Brésil (+3,1 %) et en Russie (+3,0 %). En 2024, le FMI prévoit une croissance maintenue à 4,1 %.

LA DEMANDE INTÉRIEURE PERMET DE RELEVER LES PRÉVISIONS DE CROISSANCE EN AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Le FMI a relevé en janvier 2024 son estimation de croissance pour l'Amérique latine et les Caraïbes en 2023 à +2,5 % (contre +2,3 % en octobre). Les principales économies latino-américaines profitent en effet d'une demande intérieure plus forte qu'anticipé qui leur permet d'espérer de bonnes performances. Seule exception, l'Argentine, qui voit ses prévisions être largement révisées et est désormais attendue en récession (-2,8 %) cette année alors que les prévisions d'octobre anticipaient une croissance de 2,8 %. En 2024, la croissance de la région devrait être de +1,9 %, pour revenir à +2,5 % en 2025.

Au Brésil, les projections de croissance pour 2024 ont été revues à la hausse. Le FMI anticipe une croissance de 1,7 % pour le Brésil en 2024 (+0,2 point par rapport aux estimations d'octobre). Ces prévisions pourraient de nouveau être réévaluées à la hausse au cours de l'année en raison d'une bonne orientation de la consommation des ménages. L'estimation de croissance pour 2023 reste inchangée à +3,1 %.

La situation des autres voisins de la Guyane est hétérogène. Au Suriname, après une hausse de 1 % en 2022, le PIB devrait progresser de 2,1 % en 2023 et +3 % en 2024. Inversement, au Guyana, après une croissance record de +62,3 % en 2022, celle-ci devrait ralentir à +38,4 % en 2023 et +26,6 % en 2024. Cependant, les tensions croissantes avec le Venezuela par rapport à la souveraineté de la région de l'Esequibo pourraient davantage impacter ces projections à l'avenir.

Les pressions inflationnistes diminuent dans de nombreux pays d'Amérique latine grâce aux efforts des banques centrales ainsi qu'à la baisse mondiale des prix des produits alimentaires et de l'énergie. Cependant, l'inflation sous-jacente (c'est-à-dire hors alimentation et énergie) reste élevée, autour de 8 % au Brésil, Mexique et Chili.

Dans le plateau des Guyanes, le Suriname subit des niveaux d'inflation sensibles : le FMI prévoit +42,7 % en 2023 contre +52,5 % en 2022. Le Guyana, quant à lui, ne verrait la hausse des prix ralentir qu'en 2024 : les estimations s'établissent à +6,6 % en 2023 (soit 0,1 point de plus qu'en 2022) et à +5,5 % en 2024.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon, Banque mondiale.